



Mardi 23 octobre 2007

LA VIE SYNDICALE

Bulletin de l'Union des syndicats FORCE OUVRIERE des cheminots
des services de direction et annexes SNCF

(3 rue d'Edimbourg 75008 PARIS)

Tel : 30 48 80 (01 53 25 48 80) Fax : 30 48 81 (01 53 25 48 81).

Scentraux.fosncf@wanadoo.fr

Pour défendre notre régime de retraite Quelles suites au 18 octobre 2007 ?

Notre régime de retraite fait partie de notre contrat de travail.

Nos cotisations sociales, c'est un salaire différé dont l'importance justifie le départ à 55 ans.

La direction, lors des embauches, sait invoquer cette règle pour justifier la différence de salaire à qualification égale entre ce qu'elle propose et la situation du privé.

Aujourd'hui au nom d'une pseudo équité, qui n'existe nulle part ailleurs, surtout pas sur les salaires, nous devrions pour nos retraites accepter de nous aligner sur le droit commun, la fonction publique et le privé.

Cette situation est inacceptable pour l'ensemble des cheminots et ils en ont fait la démonstration par une mobilisation dont l'ampleur est incontestable et historique.

Même si les cheminots n'ont pas cette fois réussi comme en 1995 à imposer la grève reconductible aux syndicats majoritaires, ils ont apporté la preuve que très majoritairement ils condamnaient le projet gouvernemental et fait la preuve de leur détermination et de leur capacité à se mobiliser pour défendre leurs revendications.

Aujourd'hui une organisation syndicale accepte le projet gouvernemental lorsqu'il est explicité avec d'autres mots. Une autre pense qu'il faut attendre encore un peu, d'autres font des propositions et attendent des réponses gouvernementales qui ne viennent pas, les cheminots eux sont contre cette réforme.

Le gouvernement, le ministère, dès le 19 octobre, dès qu'il a eu l'assurance de la fin rapide du mouvement de grève a réaffirmé avec arrogance son refus de négocier le cœur de sa « réforme, » l'allongement de la durée des cotisations pour obtenir une retraite diminuée des décotes.

Pour Force Ouvrière, seul un mouvement d'ampleur et prolongé, une grève reconductible, peut faire reculer le gouvernement. Une rencontre entre toutes les organisations syndicales des professions concernées par la réforme est également indispensable pour organiser ensemble les suites interprofessionnelles et unitaires indispensables après les manifestations du jeudi 18 octobre 2007.

L'égalité existe, c'était la situation avant les décrets Balladur de 1993, avant le plan Filion de 2003. Ce sont les 37,5 années de cotisations pour tous les salariés, du public comme du privé, que les salariés et leurs confédérations doivent, comme Force Ouvrière, revendiquer.

Avec 37.5 années de cotisations pour une retraite à taux plein pour tous, l'équilibre financier des caisses de retraites est obtenu avec un apport de seulement 8 milliards d'Euros par an. Deux fois moins que les 15 milliards que le président Sarkozy a trouvé cet été pour son paquet fiscal, cadeau aux riches et aux spéculateurs.

Qui peut accepter cette réforme, qui pourrait négocier une baisse de 20 à 30% des retraites des cheminots, alors qu'actuellement, 14% des cheminots pensionnés directs touchent le minimum de pension soit 985€ net et que plus de 50% des cheminots retraités touchent moins de 1300€ net par mois.

Pour Force Ouvrière, la mobilisation dans l'unité reste indispensable, pour la défense de notre régime de retraite, pour les 37.5 années de cotisations. Dans le cadre des décisions de l'interfédérale du 22 octobre, nous nous prononçons pour l'organisation de la grève reconductible en novembre 2007.

Informations sur les sites des directions centrales

Plusieurs HIS communes se sont tenues pour échanger sur la question des retraites. Les cheminots des services centraux y ont participé massivement :

- **170 à la Direction de l'infrastructure, 40 à Lyon le mardi 09 octobre**
- **100 sur le site d'Ermont le jeudi 11 octobre**
- **200 à la Direction de l'ingénierie, le vendredi 12 octobre**
- **120 sur le site Budapest le lundi 15 octobre**
- **40 au siège le mardi 16 octobre.**

Après avoir écouté les représentants des organisations syndicales, les participants ont soutenu largement le mouvement de grève du jeudi 18 octobre et appelé à participer à la manifestation.

Sur certains de ces sites, ils ont décidé de se réunir le vendredi 19 octobre en Assemblée Générale afin d'étudier ensemble la situation après cette journée de grève et pour faire le point sur la poursuite de ce mouvement.

Le 22 octobre 2007 l'assemblée Générale d'Ermont a adopté à l'unanimité la motion suivante

Motion de l'Assemblée Générale d'Ermont du lundi 22 octobre 2007

Les cheminots de différents secteurs, réunis ce matin en assemblée générale au centre informatique d'Ermont, constatent la mobilisation de l'ensemble des cheminots pour défendre leur régime particulier de retraite

La grève du jeudi 18 octobre 2007 a été massive et s'est prolongée sur de nombreux secteurs jusqu'à aujourd'hui, lundi 22 octobre 2007.

Toutefois, le gouvernement reste inflexible et seul un mouvement prolongé, impliquant l'ensemble des cheminots, pourra nous permettre de conserver notre régime de retraite et son mode de calcul actuel.

Au-delà des régimes particuliers, c'est l'ensemble des salariés qui est visé car, le gouvernement projette en 2008 de réduire encore plus les pensions de retraite, en prolongeant à 42 ans, puis 45 ans, le nombre d'années nécessaire pour une retraite à taux plein.

Nous exigeons l'abrogation des mesures Balladur et le retrait du plan Fillon, pour un retour à l'égalité avec 37,5 années de cotisation pour tous, public et privé.

Nous nous adressons à l'ensemble des fédérations de cheminots et aux confédérations, afin que rapidement, elles organisent ensemble, dans l'unité, le mouvement prolongé d'ampleur qui seul, permettra aux salariés de gagner sur cette revendication.

L'assemblée Générale des cheminots d'Ermont soutenue par les sections locales de Force Ouvrière et SUD-Rail

Nous voulons l'égalité, le retour à 37,5 annuités de cotisations pour tous, public/privé pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

AVEC FORCE OUVIERE MOBILISONS-NOUS, ORGANISONS-NOUS